

Investissement étranger—Loi

façon logique, elle devra être financée par des crédits nouveaux, et sans intérêt. Nous pourrions lancer de nouvelles entreprises si nous faisons cela. Jamais dans 100 ans, nous n'accomplirons quoi que ce soit. Et si nous continuons à accumuler des dettes, nous continuerons à «encarcanner» les citoyens, à augmenter les taxes et les impôts, à accroître le nombre des fonctionnaires, et à provoquer une hausse du coût de la vie, comme c'est le cas présentement.

● (1720)

Où allons-nous avec toute cette «patente», toutes ces chimères dépassées, monsieur le président? Où cela nous conduit-il? Cela nous conduit directement à la ruine. Nous sommes au bord de la ruine, de la faillite, nous sommes au bord de la révolution.

Monsieur le président, si les étrangers trouvent des capitaux en monnant l'argent, nous sommes capables de faire la même chose. Si les États-Unis trouvent que les développements sont suffisants, et qu'ils en ont besoin, et si ces développements sont évidents et rentables, ils vont émettre des capitaux et permettre ainsi à l'industrie de fonctionner. Ils vont permettre l'accès aux capitaux à un taux d'intérêt beaucoup plus raisonnable que celui imposé par la Banque d'expansion industrielle, qui exploite les industries à fond de train.

Monsieur le président, nous devons réfléchir sur cela et cesser de nous lamenter et de blâmer les étrangers. Nous devons faire notre *mea culpa*, parce que c'est nous qui avons enrayé notre propre développement. Si le développement ne se fait pas au rythme où il devrait se faire, c'est encore nous qui en sommes les responsables, et non pas les étrangers.

Au fait, ce ne sont pas les étrangers qui peuvent profiter des moyens financiers rendus possibles par nos institutions financières. C'est nous, au sein du gouvernement, qui pouvons dire à nos institutions d'émettre telle ou telle sorte de crédit à un taux d'intérêt minime, ou sans d'intérêt du tout. Ce ne sont pas les étrangers qui viendront le faire pour nous. Et si nous ne le faisons pas, nous continuerons à connaître les déboires que nous connaissons présentement et à réaliser que nous ne sommes plus maîtres chez nous, que tout appartient aux étrangers. Et si tel est le cas, monsieur le président, il serait temps de trouver un remède à ce mal.

Le bill présentement à l'étude ne solutionnera pas ce problème. On a beau dire que nous allons restreindre les investissements étrangers, allons-nous trouver du capital canadien pour remplacer ces investissements étrangers?

C'est dans ce domaine que le bill devrait apporter des solutions, mais il ne présente aucune solution sérieuse. En vertu de ce bill, un certain pourcentage des investissements étrangers doit être contrôlé, déclaré. Mais comment cela va-t-il permettre aux provinces de développer le pays?

S'il y avait moins de taxes, moins d'impôts, si nous avions une économie équilibrée, suivant les faits et les réalités, les Canadiens auraient plus de pouvoir d'achat et permettraient à l'industrie de fonctionner convenablement. L'industrie n'aurait même pas besoin de la Banque d'expansion industrielle ni des banques à charte.

Si l'industrie trouvait à vendre ses produits chez les Canadiens, nous n'aurions pas besoin de tous les organismes que nous avons aujourd'hui. Les industries pourraient se développer si les gouvernements les taxaient moins, s'ils n'étaient pas tous sur le dos de l'industrie. Nous

sommes en train de jeter tous les commerces et les industries sur le pavé, à cause des taxes, des lourds impôts, et nous mettrons tout sur le dos de ces contribuables.

On dit que l'industrie privée a fait faillite. Cela n'est pas étonnant, puisqu'on en bloque la source. Si l'on construit de grosses barrières pour empêcher les gens d'aller aux sources, il est difficile de faire quoique ce soit.

Nous sommes à ériger des barrages de toutes sortes pour empêcher les Canadiens qui ont de l'initiative d'aller plus loin, et d'accomplir quelque chose. Nous les «encarcanons» par des barrages, nous les empêchons d'avancer par tous les moyens possibles. On trouve maintenant malheureux que notre capital et nos institutions soient aux mains des étrangers.

Encore une fois, cela dépend de nous, et jamais, monsieur le président, nous ne pourrions développer le Canada, nos ressources, nos institutions, sans mettre à la disposition des Canadiens les capitaux nécessaires, et ce à un taux d'intérêt très raisonnable, tout réduisant les taxes et les impôts. Jamais, monsieur le président, nous ne pourrions réussir autrement à devenir propriétaires de quoi que ce soit au Canada. Plus nous progressons, plus nous perdons du terrain, plus nous perdons de commerces, plus nous perdons d'industries, et moins nous pouvons développer nos ressources naturelles, parce que nous ne disposons pas des capitaux nécessaires. Le gouvernement ne se préoccupe pas de mettre ces capitaux-là à la disposition des Canadiens. Voilà pourquoi nous sommes à la merci des étrangers; nous le serons davantage, et ce jusqu'au moment où les étrangers auront assez d'emprise sur notre pays pour s'en emparer. Je pourrais dire que cet événement n'est peut-être pas très éloigné dans le temps.

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir prendre part au débat à ce stade-ci et de voir que la Chambre examine maintenant les amendements et l'étape du rapport de cette mesure importante; j'espère que nous aurons bientôt un bill définitif qui facilitera l'application de la loi sur l'examen de l'investissement étranger. Avant de prendre la parole, j'ai attendu que ceux qui désiraient proposer des amendements au nom de leur parti l'aient fait...

Une voix: Ils n'ont pas encore tous parlé.

M. Gillespie: J'ai attendu que les représentants de tous les partis aient eu l'occasion de parler, monsieur l'Orateur. Les amendements dont nous sommes saisis renvoient à deux secteurs particuliers dont je veux parler cet après-midi, à savoir les aspirations provinciales ou régionales.

A propos des amendements dont nous sommes saisis, j'aimerais dire un mot ou deux sur deux points particuliers et j'ajouterai que nous aurons l'occasion d'entrer dans les détails au stade de la troisième lecture. Nos vis-à-vis ont soulevé deux questions précises; une d'elle a été soulevée par des députés conservateurs. On a dit que le présent bill abordait de façon négative tout le problème du contrôle étranger, des investissements étrangers et de la mainmise étrangère au Canada. J'attire l'attention de ces députés sur la garantie, qu'ils l'étudient soigneusement et qu'ils se demandent s'il s'agit d'une solution négative ou positive. Je parle d'une garantie pour le bien-être et l'avenir du Canada. Je demande à tous les députés: la garantie est-elle une initiative positive ou négative? Je crois que certains seront convaincus, après quelques instants de réflexion, que cette garantie—car c'est bien une garantie—est une mesure positive.